

Séance ordinaire du mercredi 8 février 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le huit février, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Ville apaisée, respirable et numérique

Présents :

Tasnine AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Véronique BRUNET ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Caroline DUFOIX ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Clare HART ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Manu REYNAUD ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Fatma NAKIB, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE

Programme de travail préalable à l'élaboration de la stratégie numérique responsable 2025 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La loi visant à Réduire l'Empreinte Environnementale du Numérique (REEN) propose une série de mesures pour favoriser un numérique plus sobre, plus responsable et écologiquement plus vertueux. Cette loi complète un dispositif réglementaire mis en place à partir de 2020 avec la loi Anti-Gaspillage pour une Economie Circulaire (AGEC), mais aussi la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets (loi Climat et Résilience).

La loi REEN s'appuie sur les recommandations du rapport de la mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique et de tous les équipements électroniques. Selon ce rapport, si rien n'est fait, le numérique représentera au moins 7% à 9% des émissions de gaz à effet de serre de la France à l'horizon 2040, contre 2% à 4% aujourd'hui.

Les équipements numériques se multiplient. La démocratisation croissante des objets connectés, le développement de nouveaux usages, les besoins en solutions IT (technologie de l'information) se diversifient et croissent à une vitesse fulgurante. Les ressources numériques nécessaires deviennent croissantes pour chaque usager, pour chaque organisation et les collectivités ne sont pas épargnées.

La volonté de dématérialisation et de modernisation des institutions publiques a engendré un impact environnemental significatif. Chaque collectivité se doit d'être exemplaire et donc d'initier une stratégie numérique responsable en devenant actrice de ce changement.

Le texte recense 5 grands objectifs :

- Faire prendre conscience de l'impact environnemental du numérique ;
- Limiter le renouvellement des appareils numériques ;
- Favoriser des usages numériques écologiquement vertueux ;
- Promouvoir des datacenters et des réseaux moins énergivores ;
- Promouvoir une stratégie numérique responsable dans les territoires.

A partir de 2025, les communes et leurs intercommunalités de plus de 50 000 habitants devront élaborer une stratégie numérique responsable.

La mise en œuvre d'une stratégie numérique responsable implique des changements durables de gouvernance des projets numériques et le pilotage d'indicateurs dédiés. Ils feront l'objet d'un plan d'actions annuel. Il associera l'ensemble des services utilisateurs mais aussi des acteurs du territoire, au premier rang desquels les communes de la Métropole. Cette stratégie sera appuyée par une collaboration forte avec la mission interministérielle numérique écoresponsable (MiNumEco) copilotée par la direction interministérielle du numérique (DINUM) qui mène un accompagnement auprès des administrations (guide des achats publics éco-responsables, clauses environnementales et sociales des marchés, ...).

La Ville de Montpellier est consciente de ses responsabilités et elle doit agir rapidement avec discernement. Une évaluation systématique (comptabilité environnementale et cycle de vie des équipements) doit être intégrée pour objectiver des décisions liées au numérique : investissements, moyens de communication, numérisation des autres secteurs (territoire connecté, ...). La responsabilité de la Ville de Montpellier, dans ses choix liés au secteur du numérique, concerne tout autant l'énergie qui est consommée que l'appauvrissement des ressources des sols, les pollutions engendrées, et le non-respect des droits humains. Ce ne sont pas seulement des choix budgétaires, ce sont également des choix de société que la Ville de Montpellier se doit de faire.

Le numérique responsable répond aux défis :

- Éthiques : le numérique constitue un bien commun. Il nécessite d'être sécurisé et de faire l'objet d'une gouvernance adaptée ;
- Environnementaux : notamment de décarbonation et de préservation des ressources. Il est nécessaire de se fixer des objectifs de sobriété numérique qui associent à la fois les habitants, l'administration et ses partenaires ;
- D'inclusion numérique : en accompagnant les publics dans l'accès aux nouveaux usages, en parallèle de la transition numérique des organisations économiques et sociales ;
- De transformation digitale : en faisant du numérique responsable non seulement un outil mais surtout une stratégie de gouvernance, de création de valeurs et de soutenabilité.

Le numérique responsable est une stratégie inévitablement transverse. Cela se traduit par un engagement de bonnes pratiques structurées selon des axes stratégiques qui innervent toute l'organisation.

La sobriété numérique est une des bonnes pratiques de la décarbonation et de la durabilité. Elle vise à réduire l'impact environnemental du numérique, facteur de pollution importante dans le cadre d'usages irraisonnés des outils et des technologies. Elle implique un large travail de pédagogie et de sensibilisation de tous les agents et des concepteurs ou des porteurs de projets numériques.

En effet, s'il est facteur de progrès, le numérique est très énergivore et consommateur de matières premières (terres rares, extraction minière) et d'eau. Il faut donc en objectiver l'intérêt de son usage dans d'autres chaînes de valeurs (comme l'énergie, les bâtiments, la mobilité) pour en faire un véritable levier de durabilité.

La mise en place d'indicateurs en lien avec les directions opérationnelles de la collectivité permettra donc de réaliser une évaluation précise, exhaustive et pertinente du ratio bénéfices/ risques environnementaux.

La sobriété numérique se déclinera dans un plan d'actions qui doit concerner l'ensemble des projets et des politiques publiques de la Collectivité.

Stratégie et gouvernance :

- Dédier une personne spécifique à la coordination de la démarche numérique responsable au sein du Pôle Numérique et Donnée ;
- Faire un diagnostic de l'impact du numérique à l'échelle du territoire (système d'informations interne et usage par les citoyens des services numériques) ;
- Établir clairement les objectifs de réduction de l'empreinte numérique par des bonnes pratiques (réduction du suréquipement, allongement de la durée de vie, gestion de la fin d'usages, ...) ;
- Mettre en place des indicateurs de suivi et de pilotage des impacts environnementaux du numérique ;
- Prendre en compte l'impact des effets indirects (positifs ou négatifs) du développement du numérique (évolution des usages et numérisation des autres secteurs) ;
- Introduire dans les marchés publics des critères environnementaux et sociaux, comme dans le schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables (SPASER) ;
- Inclure l'évaluation de l'impact du numérique au Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) ;
- Développer un réseau de référents pour faire vivre et inscrire la démarche dans la durée ;
- Accompagner et former les agents à certaines bonnes pratiques numériques (limitation des emails, extinction des matériels, limitation et optimisation du stockage de données, ...).

Les équipements numériques :

- Dimensionner au plus juste les matériels et les solutions numériques pour couvrir de façon adéquate les besoins, si possible en les mutualisant ;
- Acheter des équipements incluant des engagements de réparabilité, comme cela est disposé dans la loi AGECE ;
- Favoriser cette réparabilité et mettre en place les conditions d'une limitation de la casse ;
- Allonger la durée d'utilisation des matériels (ordinateurs fixes de 5 à 6 ans, ordinateurs portables de 4 à 5 ans et téléphone de 3 à sa fin de vie). C'est-à-dire à minima allonger d'un an les durées de vie, ce qui équivaut pour 1000 ordinateurs portables à plus de 15t de CO² évités pour chaque année gagnée ;
- Réduire le nombre d'appareils numériques (remplacement des téléphones fixes par des logiciels de téléphonie, appelés softphone) ;
- Utiliser des objets connectés pour favoriser les usages vertueux pour l'environnement, rationaliser les déplacements, économiser les ressources et mesurer pour mieux piloter (compteur d'eau connecté, remplissage des points d'apport volontaire) ;
- Utiliser les objets connectés avec discernement ;
- Poursuivre le déploiement d'un réseau basse fréquence souverain moins énergivore (LoRa) ;
- Urbaniser et mutualiser le système d'information en privilégiant la virtualisation des serveurs ;
- Poursuivre la rationalisation du parc d'imprimantes en supprimant les imprimantes individuelles, en paramétrant par défaut des impressions en noir et blanc et en systématisant une impression sécurisée ;
- Poursuivre la mise en place de veille automatique des équipements avec extinction en dehors des heures de travail ;
- Provisionner au plus juste des besoins des agents les messageries individuelles, le nombre d'écrans, et les smartphones ;
- Mettre en œuvre un datacenter mutualisé éco-responsable et le rendre disponible pour l'ensemble du groupe Montpellier ;

- Continuer à assurer la réutilisation ou le recyclage des équipements réformés autant que possible pour prolonger leur parcours de vie auprès de différents publics. En 2022, la Collectivité a pourvu 275 ordinateurs à une association montpelliéraine spécialisée dans le reconditionnement ;
- Stimuler les filières circulaires de réemploi en s'appuyant sur les acteurs du territoire.

Les logiciels et outils numériques :

- Utiliser des solutions logicielles ou des environnements métiers pérennes, évitant l'obsolescence logicielle- s'engager dans l'écoconception des sites et des services numériques, (60% des applications pourront fonctionner sur des matériels âgés de plus de 5 ans en 2025) ;
- S'engager dans le cadre des développements informatiques internes à faire des choix écoresponsables : choisir des technologies adaptées, simplifier l'expérience et l'interface utilisateurs, minimiser les flux de données, choisir un hébergement écoresponsable, nettoyer et optimiser le stockage de façon continue, réduire le poids des pages notamment en allégeant les éléments visuels... ;
- Repenser l'usage des solutions digitales et opter pour le numérique uniquement lorsqu'il est nécessaire.

L'accessibilité : un enjeu d'équité et d'inclusion

Le partage d'une culture numérique commune est un facteur de cohésion sociale et territoriale. Si la crise sanitaire a accéléré durablement les usages numériques du plus grand nombre, elle a aussi montré la fracture numérique que vivent certains foyers et le niveau de compétences numériques parfois insuffisants des agents publics. 13 millions de personnes sont toujours, en France, considérablement éloignées du numérique. L'accessibilité et l'inclusion sont des piliers de toute stratégie numérique responsable cohérente

Le développement de la gestion de la relation citoyens constitue un terrain de développement des outils et des usages numériques et donc d'application concrète, des axes du numérique responsable.

Pour ce faire, il apparaît nécessaire de développer des outils qui correspondent aux besoins des utilisateurs, agents comme usagers, au travers :

Des services plus accessibles :

- Une identité numérique unique pour les services (compatible avec France Connect) en poursuivant la mise en place du compte citoyen sur l'ensemble des services ;
- Un bouquet de services numériques simplifiés et intuitifs pour les utilisateurs, au travers de la mise en place d'une carte multiservices, qui réduira le nombre croissant de cartes en circulation ;
- La poursuite du déploiement des technologies de connectivité pour tous pour lutter contre la fracture numérique au travers du Schéma d'Aménagement du Numérique existant et en menant une politique très volontariste sur le très haut débit ;
- Une attention particulière aux personnes en situations de handicap notamment par le respect du Référentiel Général d'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA).

Des méthodes plus inclusives et des actions de sensibilisation :

- Des solutions coconstruites avec les utilisateurs (agents et citoyens) afin d'assurer une ergonomie maximale, une meilleure appropriation et donc un impact positif ;
- Des évaluations régulières des dispositifs numériques par les utilisateurs ;
- Le développement de la médiation numérique dans les lieux d'accueil au public ;
- L'évaluation et le développement des compétences en matière de numérique responsable des agents, l'animation et la participation de la collectivité à des événements de vulgarisation de l'innovation technologique et du numérique ;
- La sensibilisation des agents aux dérèglements climatiques et aux transitions et plus particulièrement les agents en charge de la conception numérique du Pôle Numérique et Donnée au numérique responsable via la fresque du numérique ;

- La sensibilisation des agents et des citoyens aux enjeux du numérique responsable.

Ces mesures sont indispensables à la participation citoyenne et à la démocratie augmentée déjà engagée par la collectivité.

La sécurité : un enjeu pour un numérique de confiance.

Présent au quotidien dans tous les domaines de l'action publique, le numérique génère et utilise énormément de données qu'il faut qualifier, maîtriser et sécuriser.

Socle de la confiance des citoyens dans le numérique et les institutions, la sécurité doit être au centre des préoccupations lors de la délivrance ou du développement de services. Elle se décline au travers d'une politique générale de sécurité des systèmes d'information :

- Mettre en œuvre une stratégie et une gouvernance de la donnée au sein de la collectivité, afin de maîtriser et sécuriser la donnée produite ;
- Garantir la protection des données personnelles des usagers et agents, conformément au RGPD ;
- Réaliser régulièrement des audits et des campagnes de détection de vulnérabilité ;
- Mettre à jour régulièrement le plan de continuité d'activité (PCA) et le plan de rétablissement (PRA) en cas de panne ou de cyberattaque ;
- Assurer un système de sauvegarde souverain et sécurisé ;
- Former, sensibiliser et accompagner chaque année les agents aux gestes essentiels de la cybersécurité.

Un numérique responsable plus éthique

Dans la mise en œuvre de la transformation digitale la collectivité, l'exemplarité des pratiques menées par la collectivité est centrale, c'est pourquoi elle sera suivie plus précisément dans une instance dédiée. Ces enjeux éthiques conduisent la Ville de Montpellier à toujours penser l'outil numérique comme étant au service des besoins des citoyens en :

- Garantissant la souveraineté numérique, notamment en favorisant l'usage de logiciels libres, la protection de la donnée et des infrastructures ;
- Favorisant le développement de « *communs numériques* » en poursuivant la mise en place de plateforme de services pour les communes du territoire à base de logiciels libres ;
- Développant des services utiles, accessibles et durables (*Low Tech*) ;
- Sensibilisant les citoyens aux enjeux éthiques du numérique ;
- Poursuivant l'ouverture des données et en simplifiant leurs réutilisations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe d'adopter une démarche numérique responsable intégrant des indicateurs visant à mesurer l'impact environnemental et sociétal du numérique, tel que précédemment exposé. Cette gouvernance et ces indicateurs font l'objet d'un plan annuel d'actions ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 16 février 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 février 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230208-216896-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 17/02/23
Réception en Préfecture : 17/02/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.